

Indice de l'offre d'emploi

En mars, l'indice de l'offre d'emploi (1996=100) a augmenté de 1,6 % comparativement à février pour atteindre 126. Il s'agit de la première croissance en 18 mois.

L'indice national a chuté de 25 % par rapport à mars 2001.

Note : L'indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. Il est considéré comme un indicateur de la demande de travail mesurant les intentions des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs.

	Fév. à mars 2002 Variation en %	Mars 2001 à mars 2002 Variation en %
Canada	1,6	-25,0
Terre-Neuve et Labrador	0,0	-11,3
Nouvelle-Écosse	0,8	-17,9
Nouveau-Brunswick	3,3	-13,4
Québec	0,0	-26,3
Ontario	2,3	-29,3
Manitoba	-1,3	-14,3
Saskatchewan	-3,0	-7,1
Alberta	0,7	-22,2
Colombie Britannique	0,0	-29,6

Source : Statistique Canada

Confiance des consommateurs et croissance économique à la hausse au Québec

2002/03/28 - Des données publiées aujourd'hui par le Conference Board du Canada et par l'Institut de la statistique du Québec confirment que le redressement économique au Québec est bien engagé. En effet, elles indiquent que la confiance des consommateurs québécois a continué de s'accroître très fortement en mars 2002, atteignant un sommet depuis que les données sont disponibles (1961).

De plus, la croissance économique s'est accélérée dans la deuxième moitié de 2001 au Québec, passant de 0,5 % à 2,0 % entre le deuxième et le dernier trimestre de 2001. Par ailleurs, les données produites par l'ISQ démontrent que le revenu personnel disponible a augmenté de 3,2 % en raison notamment des baisses d'impôts. Il s'agit de la plus forte progression du revenu personnel depuis 1989.

Source : Institut de la statistique du Québec

Le marché du travail n'est pas prêt à faire face au départ des baby-boomers

2002/03/26 - Selon un sondage de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec (OAAQ), près de 60 % des administrateurs des secteurs public et privé jugent que le marché du travail n'est pas prêt à faire face au départ des cadres de la génération des baby-boomers.

En effet, alors que la presque totalité des administrateurs interrogés (94 %) s'entendent sur le fait que les gestionnaires québécois sont présentement « très » ou « assez » qualifiés, plus de 40 % prévoient des problèmes pour leur organisation en ce qui concerne la relève au cours des prochaines années.

Les résultats du sondage démontrent d'ailleurs clairement que de plus en plus d'entreprises prennent conscience de l'importance de préparer adéquatement la relève et implantent des mesures afin de faciliter le transfert des connaissances. Dans les faits, 61 % des cadres affirment que leur organisation peut compter sur un plan de relève au cas où un des principaux administrateurs devrait être remplacé rapidement et 72 % d'entre eux précisent que des mesures sont en place pour préparer la relève.

« Ces résultats sont très révélateurs et prouvent l'efficacité des gestionnaires québécois, soutient Pierre Landry, directeur général de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. Cependant, il n'en demeure pas moins que près de 40 % des organisations au Québec n'ont toujours pas de plan pour assurer la continuité des affaires et qu'un pourcentage similaire prévoit un problème de remplacement des gestionnaires lorsque les baby-boomers quitteront le marché du travail. Il semble donc que les mesures en place ne soient pas suffisantes pour rassurer totalement les cadres quant aux perspectives d'avenir. »

Les solutions privilégiées : coaching et mentorat

Les principales mesures mises en place par les organisations québécoises afin de préparer la relève sont le coaching (51 %) et le mentorat (21 %). Ces deux types de formation, largement répandus dans les organisations québécoises, représentent 72 % des activités de préparation de la relève. D'autres moyens sont également utilisés dans des proportions beaucoup plus restreintes, parmi lesquels figurent les comités spéciaux (6 %), la délégation de pouvoirs (6 %) ainsi que les stages (5 %).

Source : Ordre des administrateurs agréés du Québec

Exode des agriculteurs

En 1999, l'emploi agricole comme activité principale a chuté de 6 % par rapport à 1998. En 2000, il s'est contracté de 13 % cette fois. Ce dernier a reculé de nouveau en 2001, si bien qu'à la fin de l'année, il se chiffrait à 313 000 pour le Canada, une baisse de 26 %.

L'emploi agricole a fléchi, alors que ce ne fut pas le cas au chapitre de la production. En fait, le nombre d'hectares exploités pour les grandes cultures n'ont jamais été aussi élevés. La production de volailles et d'œufs ainsi que la production laitière ont progressé au cours des dernières années. Seule la production bovine et la production porcine ont marqué un repli depuis 1998.

Source : Statistique Canada

La scierie de Weymontachie

La nouvelle scierie qui devait se construire l'été dernier dans la communauté atikamekw de Weymontachie au coût de 9 millions \$, verra bel et bien le jour. La nouvelle scierie créera une cinquantaine d'emplois, en plus d'en consolider une dizaine d'autres en forêt. Ce projet est développé en partenariat par le Conseil de bande de la communauté Smurfit-Stone et Gérard Crête et Fils. La scierie portera le nom de « Tackipotcikan » qui signifie « outils pour couper du bois ».

Source : Le Nouvelliste

Faits saillants

L'économie et le marché du travail se sont détériorés en 2001. À la suite de la conjoncture économique défavorable, les employeurs ont réduit leur nombre d'embauches de presque 7 %, alors que le nombre de mises à pied permanentes ont progressé de 2,1 %. Cela s'est traduit par une augmentation minimale de 25 000 (0,2 %) emplois et par une hausse de 1,1 point de pourcentage du taux de chômage.

Source : Statistique Canada

François Hallé

Direction du partenariat et de la planification

